



A.C.C.E.N.T.S DES ETATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ETATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-05 du 8 avril 2022

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. La justice américaine confirme que le Président Trump disposait de l'autorité nécessaire pour imposer certains droits additionnels visant la Chine au titre de la section 301
2. Les Etats-Unis adoptent de nouvelles sanctions économiques et financières contre la Russie

Climat – énergie – environnement

3. Auditionnées par la commission de l'énergie et du commerce de la Chambre des représentants, les compagnies pétrolières demandent plus de permis
4. Le président de la commission de l'énergie et des ressources naturelles du Sénat, Joe Manchin, exprime son opposition à la proposition de règle de la SEC relative aux exigences de transparence des sociétés cotées en matière climatique

Transport et infrastructure

5. Les États-Unis renforcent les mesures de sanction à l'égard d'Aeroflot et deux autres compagnies aériennes russes

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. Tom Vilsack refuse d'infléchir sa politique de lutte contre le changement climatique au motif de produire plus à tout prix

Numérique et innovation

7. Création du Bureau du cyberspace et de la politique numérique au département d'Etat
8. Elon Musk intègre le Conseil d'administration de Twitter

Santé

9. Les négociations entre la FDA et les industriels de santé scrutées avec attention par le Sénat

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. La justice américaine confirme que le Président Trump disposait de l'autorité nécessaire pour imposer certains droits additionnels visant la Chine au titre de la section 301

La Cour américaine de commerce international (*United States Court of International Trade*) a [jugé](#) le 1^{er} avril que le Président Trump avait l'autorité nécessaire pour mettre en œuvre en 2018 et 2019 certains droits de douanes additionnels sur les importations de biens en provenance Chine au titre de la Section 301 du *Trade Act* de 1974. Le jugement concerne spécifiquement les « tranches 3 et 4 », qui correspondent aux biens sur l'importation desquels des droits de douanes additionnels ont été mis en œuvre respectivement en septembre 2018 (200 Mds\$) et septembre 2019 (300 Mds\$). Ces droits de douanes se basent sur l'enquête au titre de la section 301 que l'USTR (*le département du représentant américain au commerce*) a menée entre le 18 août 2017 et le 22 mars 2018 sur les lois, politiques, pratiques ou actions chinoises liées au transfert de technologie, à la propriété intellectuelle et à l'innovation.

En revanche, la Cour a jugé que l'USTR n'avait pas répondu de manière satisfaisante aux commentaires publics recueillis dans le cadre de la procédure, en ce que ces réponses ne permettent pas de comprendre la justification de l'imposition de ces droits de douanes supplémentaires. L'USTR a désormais jusqu'au 30 juin 2022 pour apporter les clarifications demandées par la Cour.

Ce jugement fait suite au recours déposé par plus de 6000 importateurs qui estimaient que ces droits de douanes additionnels avaient été adoptés en représailles aux droits additionnels que la Chine avait elle-même mis en place après les premières « tranches » de droits additionnels américains, et non sur le fondement des conclusions de l'enquête 301 - et que le Président avait donc outrepassé son autorité.

2. Les Etats-Unis adoptent de nouvelles sanctions économiques et financières contre la Russie

La Maison Blanche a [annoncé](#) le 7 avril de nouvelles sanctions contre la Russie, en réponse aux atrocités commises à Boutcha. Les mesures annoncées prévoient notamment le gel des avoirs de Sberbank (principale banque du pays) et de 42 de ses filiales, ainsi que ceux d'Alfa Bank et de 6 de ses filiales. Sberbank est la première banque de Russie, détenant environ un tiers des actifs du secteur bancaire russe, et était jusqu'à présent seulement soumise à une mesure d'interdiction de correspondance bancaire.

Le communiqué de la Maison Blanche précise que plusieurs entreprises d'Etat feront également l'objet de mesures de gel des avoirs. Les Etats-Unis ont aussi décidé d'interdire à la Russie tout paiement lié à sa dette souveraine avec des fonds soumis à la législation américaine, ainsi que tout nouvel investissement en Russie par une *US person*. Des sanctions individuelles ont également été adoptées, notamment contre deux enfants de Vladimir Poutine, l'ancien Premier Ministre Dmitri Medvedev, la femme et la fille du Ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

Brèves

- Le Congrès a adopté le 7 avril un paquet législatif prévoyant la suspension des relations normales commerciales avec la Russie et la Biélorussie (mesure à laquelle le Président Biden avait [apporté](#) son soutien le 11 mars) et l'interdiction des importations de produits énergétiques russes aux Etats-Unis (inscrivant ainsi dans la loi la mesure [adoptée](#) par l'Administration Biden le 8 mars). Ces textes devront désormais être signés par le Président Biden.
- La Représentante américaine au commerce Katherine Tai s'est rendue du 4 au 6 avril à Singapour, où elle a notamment [rencontré](#) le Premier ministre Lee Hsien Loong avec lequel elle a échangé sur le futur cadre économique indopacifique annoncé par les Etats-Unis.

Climat- Energie - Environnement

3. Auditionnées par la commission de l'énergie et du commerce de la Chambre des représentants, les compagnies pétrolières demandent plus de permis

Les dirigeants des plus grandes compagnies pétrolières (BP America, Chevron, Devon Energy, ExxonMobil, Pioneer Natural Resources et Shell) ont été [auditionnés](#) le 6 avril 2022 par la commission de l'énergie et du commerce de la Chambre des représentants sur les prix élevés de du pétrole et du gaz.

Le président-directeur général d'Exxon Mobil Corp., D. Woods, et la présidente de la division américaine de Shell PLC, G. Watkins, ont déclaré que leurs sociétés ne possèdent pas de stations-service et ne fixent donc pas les prix des carburants. Les dirigeants auditionnés considèrent qu'ils ont besoin de l'aide du gouvernement pour produire davantage de pétrole brut et infléchir les prix de l'essence, réclamant davantage de permis de forage. "Le gouvernement joue un rôle clé dans ce domaine", a déclaré D. Woods dans son témoignage écrit. Des autorisations fédérales efficaces permettant aux compagnies pétrolières de louer des terres, de forer des puits et de construire des pipelines "contribueront à stimuler les investissements dans la production de pétrole et de gaz aux États-Unis".

4. Le président de la commission de l'énergie et des ressources naturelles du

Sénat, Joe Manchin, exprime son opposition à la proposition de règle de la SEC relative aux exigences de transparence des sociétés cotées en matière climatique

Dans une [lettre](#) adressée à Gary Gensler, président de la SEC, le sénateur Joe Manchin a fait part le 4 avril 2022 de ses préoccupations concernant les règles proposées par la Securities and Exchange Commission (SEC) en matière de publication d'informations sur l'empreinte climatique des entreprises. Dix-neuf sénateurs républicains ont également envoyé une [lettre](#), le 5 avril 2022, à Gary Gensler pour demander le retrait de ces dispositions.

Le 21 mars 2022, la SEC avait [publié](#) une proposition de règle imposant aux sociétés cotées des exigences de transparence en matière de risque climatique et d'émissions de gaz à effet de serre (décrites dans le Washington Wall street Watch [ici](#)). Elle recueille actuellement les commentaires du public sur cette proposition.

M. Manchin a déclaré qu'il s'inquiétait du « ciblage des entreprises de combustibles fossiles de notre pays », précisant qu'il était « préoccupé par le fait que la règle proposée pourrait aller à l'encontre de l'engagement de longue date de la SEC envers sa mission en ajoutant des charges indues sur les entreprises, tout en envoyant un signal d'opposition à la politique énergétique globale qui est essentielle pour [les États-Unis] en ce moment".

Transport et Infrastructure

5. Les États-Unis renforcent les mesures de sanction à l'égard d'Aeroflot et deux autres compagnies aériennes russes

Les États-Unis ont annoncé jeudi qu'ils prenaient [des mesures d'exécution](#) visant à empêcher trois compagnies aériennes russes - Aeroflot, Azur Air et UTair - de poursuivre leurs activités, tant au niveau international qu'en Russie. « Avec les ordonnances de refus temporaire (TDO) d'aujourd'hui, le ministère du commerce prend une autre mesure importante pour tenir Poutine et ses complices responsables de leurs actions inexcusables", a déclaré la secrétaire d'État au commerce, Gina Raimondo.

Matthew S. Axelrod, secrétaire adjoint du Bureau of Industry and Security (BIS) chargé de l'application des règles d'exportation, a émis des ordonnances

refusant ainsi les privilèges d'exportation de trois compagnies aériennes russes - Aeroflot, Azur Air et UTair - en raison de violations continues des règles d'exportation liées aux contrôles complets des exportations vers la Russie imposés par le département du Commerce. Ces trois ordonnances de refus temporaire (TDO) mettent fin au droit de ces compagnies aériennes de participer à des transactions soumises aux règlements sur l'administration des exportations (EAR), y compris les exportations et les réexportations à partir des États-Unis.

Les nouveaux "TDO" sont les premières mesures d'application prises par le Bureau de l'industrie et de la sécurité du ministère du commerce en vertu des contrôles stricts des exportations imposés par les États-Unis en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Les ordonnances sont en vigueur pour

180 jours, mais pourraient être renouvelées. L'émission d'un TDO est l'une des sanctions civiles les plus importantes en vertu de l'EAR et est émise en application des lois sur les exportations pour

refuser les privilèges d'exportation d'une société ou d'un individu afin de prévenir une violation imminente ou en cours du contrôle des exportations.

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. Tom Vilsack refuse d'infléchir sa politique de lutte contre le changement climatique au motif de produire plus à tout prix

Tom Vilsack a rejeté la demande des professionnels agricoles et d'élus Républicains du Congrès de pouvoir remettre en culture, sans contraintes, des terres qui avaient été retirées de la production par les agriculteurs dans le cadre du [Conservation Reserve Program](#) (CRP).

Dans [sa réponse](#), Tom Vilsack justifie sa décision par le fait que les terres inscrites au CRP sont, dans leur très grande majorité, des terres peu productives et souvent situées dans des zones soumises à d'importantes sécheresses. Dans ces conditions, la production supplémentaire retirée de leur remise en culture serait très marginale et sans commune mesure avec le préjudice causé aux efforts entrepris pour atténuer le changement climatique et maintenir la santé à long terme des sols.

Comme alternative, Tom Vilsack rappelle qu'il existe 40 Mha de terres agricoles de bonne qualité, aujourd'hui non cultivées (prairies, parcours,...) mais qui pourraient l'être, à la discrétion des agriculteurs et en lien avec les signaux du marché. En outre, le Secrétaire à l'agriculture rappelle que tout agriculteur est toujours libre de quitter prématurément le contrat CRP dans lequel il s'est engagé mais en remboursant alors les paiements antérieurement perçus.

Tout en assurant que le Département américain de l'agriculture (USDA) restera plus que jamais attentif à la crise en Ukraine et ses répercussions mondiales, Tom Vilsack a, par cette réponse, clairement résisté à la pression qui était exercé sur lui au nom du produire plus pour prévenir une crise alimentaire mondiale induite par le conflit en cours. Ce faisant, et en accord avec les analyses de beaucoup d'experts, il a opposé son refus à une option aux effets négligeables en termes d'augmentation de la

production mais qui aurait été symboliquement terrible au regard de l'engagement de l'Administration Biden à promouvoir une politique agricole qui contribue à lutter contre le changement climatique.

Même si le statut et la nature des terres placées sous le programme CRP ne sont pas tout à fait comparables aux terres mises en jachère dans le cadre des aides de la PAC, cette décision américaine se démarque de la récente décision européenne de remettre en culture, dès les prochains semis, 2,5 Mha de terres en jachère pour augmenter la production et parer les pénuries qui vont apparaître dans de nombreux pays qui importaient massivement des céréales et des oléagineux d'Ukraine et de Russie.

Brève

- A l'occasion d'un déplacement de deux jours au Mexique, Tom Vilsack a annoncé qu'un accord avait été trouvé avec son homologue pour une reprise durable des exportations américaines de pommes de terre fraîches vers ce pays et sur la totalité de son territoire. Cet accord mettrait ainsi fin à un différend commercial de près de 20 ans. La reprise effective des importations est fixée au plus tard au 15 mai après une ultime visite de contrôleurs mexicains dans une exploitation californienne. Très souvent échaudés par le passé, les professionnels américains restent prudents et ne crieront victoire que lorsque la reprise des flux commerciaux sera effective et durable.

Numérique et Innovation

7. Création du Bureau du cyberspace et de la politique numérique au département d'Etat

Le 4 avril, le Département d'Etat américain a [annoncé](#) que son nouveau Bureau du cyberspace et de la politique numérique (« *Bureau of Cyberspace and Digital Policy* », « CDP ») a commencé ses activités. Élément clé du programme de modernisation du secrétaire d'Etat Blinken, ce bureau abordera les défis de sécurité nationale, les opportunités économiques et les implications pour les valeurs américaines associées au cyberspace, aux technologies numériques et à la politique numérique. Ce nouveau bureau comprend trois unités : (i) l'unité sécurité internationale du cyberspace, qui coordonnera l'aide accordée par les Etats-Unis à ses alliés en matière de cybersécurité, et représentera le Département d'Etat dans les discussions relatives à la cybersécurité entre les agences américaines; (ii) l'unité politique internationale de l'information et des communications, qui représentera les États-Unis lors de réunions sur les normes technologiques à l'Union internationale des télécommunications, à l'ONU et dans d'autres organismes mondiaux; et (iii) l'unité liberté numérique, qui promouvra la technologie qui soutient la société civile et la démocratie, en particulier dans les régimes répressifs. Le bureau sera dirigé par un « *Ambassador-at-Large* » confirmé par le Sénat. Jennifer Bachus, membre de carrière du *Senior Foreign Service*, occupe le poste de sous-secrétaire adjointe du nouveau bureau depuis le 4 avril 2022, et assurera la tête de celui-ci jusqu'à ce qu'un *Ambassador-at-Large* soit confirmé. Michele Markoff est également nommée sous-secrétaire adjointe par intérim pour la sécurité internationale du cyberspace, tandis que Stephen Anderson devient sous-secrétaire adjoint par intérim pour la politique internationale de l'information et des communications et, Blake Peterson coordinateur par intérim de l'équipe traitant de la liberté numérique.

8. Elon Musk intègre le Conseil d'administration de Twitter

Le 4 avril 2022, Elon Musk - PDG de Tesla et SpaceX - [a informé](#) la Securities and Exchange Commission (SEC) qu'il avait acquis près de 73,5 millions d'actions ordinaires de Twitter, obtenant une participation de 9,2 %, pour un montant d'environ

2,89 milliards de dollars USD (au jour de l'achat le 14 mars 2022). Il devient le plus grand actionnaire de Twitter, suivi du fonds Vanguard (8,8%) et de la banque Morgan Stanley (8,4%), tout en s'engageant à ne pas acquérir plus de 14,9% de Twitter. Dans la journée de l'annonce, le cours de l'action Twitter Inc. a augmenté de plus de 20%. Le 5 avril, Parag Agrawal - CEO de Twitter - a [annoncé](#) la nomination d'Elon Musk au conseil d'administration de la société. Utilisateur suivi par près de 81 millions d'abonnés, E. Musk avait largement [critiqué](#) la politique de modération de contenu de la société, en se battant notamment pour une plus grande place de la liberté d'expression sur les plateformes de réseaux sociaux. Dans une [déclaration](#) à *The Verge*, le porte-parole de Twitter a réaffirmé que les membres du conseil d'administration ne sont pas en mesure de prendre des décisions concernant les politiques de Twitter, mais qu'ils jouent néanmoins un rôle important lorsqu'il s'agit de donner des orientations et faire des observations.

Brèves

- La Division antitrust du ministère de la Justice et la Federal Trade Commission (FTC) ont organisé le 4 avril un [sommet conjoint des responsables antitrust](#). Le procureur général adjoint Jonathan Kanter et la présidente de la FTC, Lina Khan, ainsi que des cadres supérieurs des deux agences, ont facilité les discussions, qui ont porté sur la modernisation des lignes directrices sur les fusions et la collaboration entre les agences antitrust. Ce sommet a rassemblé des représentants d'agences antitrust de pays étrangers, ainsi que des procureurs généraux des États fédérés américains.
- Le 31 mars, les sénateurs Elizabeth Warren (D-Mass.), Bernie Sanders (I-Vt.), Sheldon Whitehouse (DR.I.) et Cory Booker (DN.J.), ont envoyé une [lettre](#) à la présidente de la Federal Trade Commission (FTC), Lina Khan, faisant part de leurs inquiétudes concernant le projet de fusion Microsoft-Activision et demandant à l'agence d'examiner de près son impact sur les travailleurs. Cette lettre fait suite à l'annonce récente par Microsoft de son projet d'acquisition d'Activision Blizzard pour 68,7 milliards de dollars, une société de jeux vidéo confrontée à des accusations portées contre sa culture d'entreprise, considérée par ses détracteurs comme étant coupable de

discriminations, y compris sexuelles. Les législateurs auteurs de la lettre notent que la fusion proposée menace les demandes des travailleurs et pourrait créer un dangereux précédent dans l'industrie.

- Malgré un lobbying intensif de l'entreprise, les employés d'Amazon à Staten Island (New York) ont voté (2654 contre 2131) le 1er avril en faveur

de la syndicalisation. *Amazon Labor Union* - organisation indépendante dirigée par des employés - devient le premier syndicat des travailleurs Amazon aux Etats-Unis, deuxième plus grand employeur dans le pays. Dans un discours prononcé le 6 avril, Joe Biden a apporté son soutien au syndicat en ajoutant « Amazon, here we come ».

Santé

9. Les négociations entre la FDA et les industriels de santé scrutées avec attention par le Sénat

Le 5 avril 2022, le Comité senatorial de la Santé, de l'Education, du Travail et des Retraites (HELP) a auditionné les leaders de l'industrie pharmaceutique et biomédicale et des dispositifs médicaux. Cette audition, qui a lieu tous les cinq ans pour réexaminer les procédures de *user fees*, portait sur l'intérêt de ces acteurs dans les négociations engagées avec la *Federal Drug Administration* (FDA) sur les *user fees* (frais engagés par les entreprises auprès de la FDA pour accélérer l'étude de leur dossier d'autorisation de mise sur le marché). La réduction des *users fees* permettrait, selon l'industrie, à des génériques et des biosimilaires d'accéder plus facilement au marché et ainsi de réduire les prix des traitements. L'allongement de la durée des procédures d'examen des dossiers a aussi été questionnée à cette occasion; elle limite la mise sur le marché rapide des traitements et des dispositifs médicaux. Malgré les revenus conséquents que génèrent les *users fees* pour la FDA (46% du budget soit 2,8 milliards USD en 2021), certains sénateurs, comme Richard Burr (R-N.C), s'interrogent sur les conséquences de l'augmentation du montant de ces frais en parallèle d'une durée d'évaluation des traitements par la FDA plus longue.

Brèves

- Le président Biden a signé le mardi 5 avril 2022 un Executive Order qui doit renforcer l'Affordable Care Act (ACA) de la présidence Obama, promulgué en mars 2010. L'ACA avait notamment élargi la couverture médicale Medicaid aux foyers à faible revenu. L'executive order élargirait la couverture médicale des américains couverts en diminuant le revenu-seuil d'éligibilité au programme dans certains Etats (Missouri et Oklahoma) et en améliorant le dispositif pour mieux couvrir l'ensemble des membres d'une famille. Il permettrait également la diminution de 400 USD du montant du reste à charge pour les personnes éligibles à l'ACA ou encore la diminution de la charge administrative de l'enregistrement auprès du Medicaid et de l'ACA pour faciliter les démarches.
- Le président du Comité sur la finance du Sénat, Ron Wyden (D-Or), s'intéresse aux pratiques fiscales de l'entreprise Merck (MSD). En effet si 46% des ventes de l'entreprise se font aux Etats-Unis, cette dernière n'a reporté selon lui que 14% de pré-taxes sur son revenu aux Etats-Unis.
- Les négociateurs au Sénat, Chuck Schumer (D-N.Y) et Mitt Romney (R-Utah), ont annoncé lundi 4 avril avoir atteint un accord pour un plan de 10 milliards USD pour la réponse au Covid. Le texte doit ensuite voté au Sénat et à la Chambre des Représentants.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international


**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDT, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.